

**NANOSECURITÉ** Le 22 novembre dernier, Geneviève Fioraso, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Jean-Jack Queyranne, président de la Région Rhône-Alpes, Bertrand Girard, président de la communauté d'universités et d'établissements Université de Grenoble et Bernard Bigot, administrateur général du CEA, ont inauguré la Plate-forme NanoSécurité (PNS) à Grenoble, en présence de Jean Therme, directeur de la recherche technologique du CEA.

## Accompagner les nanomatériaux pour la recherche et l'industrie



Geneviève Fioraso, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a inauguré la Plate-forme NanoSécurité (PNS) en présence de (de gauche à droite) : Jean Therme, directeur de la recherche technologique du CEA, Bertrand Girard, président de la Communauté d'universités et établissements "Université de Grenoble", Bernard Bigot, administrateur général du CEA, Jean-Jack Queyranne, président du Conseil régional Rhône-Alpes, ancien ministre, Jérôme Safar, adjoint au maire de Grenoble, vice-président de Grenoble-Alpes Métropole, Christian Pichoud, vice-président du Conseil général de l'Isère, Daniel Filâtre, recteur de l'Académie de Grenoble, chancelier des universités.

**Implantée sur le site du CEA Grenoble**, cette plate-forme regroupe l'ensemble des composantes de la NanoSécurité pour accompagner le développement des nanotechnologies et l'usage des nanomatériaux ou nano-objets au service de la recherche et de l'industrie. Ses équipes travaillent sur l'ensemble des questions de protection et de sécurité liées à la mise en œuvre des nanomatériaux. La PNS propose une offre complète de recherche et d'expertise dans les domaines de la mesure, de l'intervention ou encore de la formation en associant des partenaires publics ou privés aux compétences spécifiques.

### Un centre de référence en nanosécurité

Cet équipement unique en France rassemble 150 professionnels issus du CEA et de l'Institut national des sciences et techniques nucléaires (INSTN) qui coopèrent sur le plan national avec l'Ineris, l'INRS, l'INVS, l'Inserm, l'IRSN, le LNE, le CNRS et conduisent également des projets communs avec des acteurs en région (les

CHU de Saint-Étienne et d'Aix-Marseille, CNRS Lyon etc.) ainsi que, naturellement, avec les universités du site grenoblois.

Ce bâtiment de 5000 m<sup>2</sup>, dont 2000 m<sup>2</sup> consacrés à la R&D, est conçu aux meilleures normes environnementales (bâtiment basse consommation sur les parties tertiaires). Il héberge également un service médical de santé au travail, un laboratoire de recherche en biologie médicale et des salles de formation.

La PNS dispose d'outils et d'infrastructures de premier ordre dont des outils avancés de caractérisation des nanomatériaux (Equipex NanoID), et des démonstrateurs sécurisés permettant d'anticiper les problématiques industrielles et environnementales de fabrication et de mise en œuvre des nanomatériaux (partie prenante du Labex Serenade).

Ce projet a été financé par la Région Rhône-Alpes (14,3 M€), et l'État (3 M€) dans le cadre de l'opération Campus "Grenoble Université de l'Innovation".

"Les nanomatériaux, explique Geneviève

Fioraso, offrent des potentiels d'innovation considérable(...) Ces matériaux suscitent de grands espoirs pour relever les défis que sont l'accès à une énergie propre, la lutte contre la pollution, la prévention des maladies infectieuses, ou le développement de nouvelles architectures pour les ordinateurs du futur." Pour sa part, Jean-Jack Queyranne, président de la Région Rhône-Alpes, a rappelé que "la création de cette plate-forme s'inscrit dans une approche de nanoéthique, raisonnée et salutaire des nanotechnologies. Elle vise à mieux connaître les nanoparticules et leurs effets ainsi qu'à comprendre et évaluer les risques éventuels qui y sont liés, afin de répondre aux attentes de nos concitoyens".

À cette occasion, Bernard Bigot, administrateur général du CEA a souligné que "la PNS mène désormais ses activités de R&D liées à la NanoSécurité pour garantir un déploiement responsable des nanomatériaux sur les plans sanitaire et environnemental au service de la recherche et de l'industrie". ■